La CHRONIQUE de L'ÉCONOMIE

Par **Brigitte TROQUIER** Etudes économiques



BRED BANQUE POPULAIRE

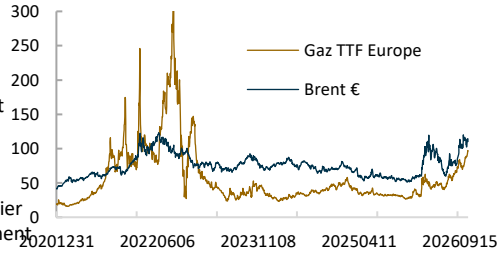
29 octobre 2026

Edit'hebdo

Le conflit engagé par les Etats Unis en Iran a débuté le 28 février dernier. D'un conflit éphémère de quelques jours promis par l'Administration américaine ce dernier s'en étendu dans le golfe et au-delà avec le réveil des Houtis qui à leur tour bloquent à présent le passage par la mer rouge. SI l'économie mondiale pouvait s'accommoder d'un conflit de courte durée, elle montre à présent des signes d'essoufflement qui inquiète tant sur le plan politique qu'économique.

….APRÈS LE PÉTROLE, LE GAZ

Plus de 8 mois de tensions et le conflit dans le Golfe ne semble pas s'apaiser. Les inquiétudes perdurent et, alors que **le prix du baril de Brent** a déjà passé la barre symbolique des 100 $, il s'oriente à présent vers 10$ de plus. Cette évolution va peser de plus en plus sur des perspectives économiques qui s'en étaient accommodées. Car, la facture énergétique s'alourdit et les chefs d'entreprises, plutôt patients jusqu'à présent, vont probablement peu à peu la passer dans les prix finaux alimentant un second acte inflationniste tant redouté. Les ménages manifestent de plus en plus leur anxiété et leurs craintes face aux prix des carburants qui ne refluent plus. Sur ce dernier front, ce n'est malheureusement pas terminé. Car à la veille de l'hiver, **le prix du gaz** qui avait repris une trajectoire haussière au cours de l'été inquiète à nouveau alors que les stocks couvrent à peine 2 mois de consommation dans l'UE. Ainsi, depuis le déclenchement du conflit fin février, les prix ont grimpé respectivement de 210% pour le gaz européen et de 69% pour le brent en €. Cette évolution, encore assez éloignée des niveaux atteints au début de l'invasion russe où les prix avaient été multipliés par quatre, laisse entrevoir une autre source de risque qui s'apparenterait à des tensions sur l'approvisionnement. En effet, la configuration du marché gazier a beaucoup évolué depuis ce point de retournement. Ainsi, les importations en provenance de la Russie se sont taries, celles en provenance du Qatar ont été brutalement arrêtées pour des raisons matérielles. La Norvège reste de loin notre premier fournisseur mais le solde non pourvu a été remplacé par des achats de GNL principalement en provenance des Etats Unis, seul fournisseur conservant une marge pour servir cette demande de remplissage de l'Union. Historiquement peu exposée aux marchés du Moyen Orient dont dépendent plus les pays asiatiques, l'UE subit pourtant et par contagion, les conséquences des difficultés que rencontrent l'Asie en matière d'approvisionnement. Au niveau actuel, si le cours reste légèrement inférieur à 100€ MWh, encore très inférieur à celui qui s'est imposé au début de la guerre en Ukraine, il viendrait néanmoins rajouter une dose supplémentaire d'inflation comprise entre 0,2% et 0,7% selon les pays de la zone.



Les stocks de l'UE étant encore insuffisants à ce stade de l'année, à 74,7% des moyennes habituelles, 87,2% pour la France, les pays n'ont d'autres choix que de subir cette hausse qui s'opérera graduellement sur les factures. Face à ces évolutions, seule l'accélération des mesures d'efficacité énergétique et d'intensification du renouvelable peut atténuer les conséquences de ces mouvements erratiques. En France, **la production nucléaire de l'électricité** lui confère un avantage qui, depuis les aménagements du mécanisme européen du coût marginal, atténue quelque peu les effets directs de la hausse du prix du gaz européen sur nos coûts énergétiques.

LA CONJONCTURE

USA

- **L'activité manufacturière en** hausse de 0,3% en sept et 1,4% en g.a et de grandes disparités sectorielles
- **Les ventes au détail** progressent de 0,8% en sept après 1,3% en août, soit 6,3% l'an.
- **Les prix à la production** progressent de 1,3% en sept après 0,5% en août et de 6,3% en g.a
- **Le secteur immobilier en souffrance** avec un repli des mises en chantier, -7,4% en g.a, des permis, -3,2% ainsi que des ventes de biens neufs, -5,3% et de bines anciens, -2,2%

ZONE EURO

- **Les PMI flash d'octobre** font état d'une pause en Z.E. L'indice manufacturier perd 50 bps à 52,4 et celui des services 130 Bps à 51,7 toujours en territoire d'expansion. **En France,** ils sont respectivement à 49,3 et 48,4.

CHINE

- **Le PIB** progresse de 4,5% au T3 2026. l'industrie et 51,6 dans les services en sept.
- **Une activité domestique** très dispersée. Des ventes au détail en hausse de 0,3% sur sept, une chute des ventes d'autos -21,2% en g.a et une ferme hausse des ventes de produits et services technologiques.

	23/10/2026	16/09/2026	02/01/2026
$/€	1,12	1,16	1,17
Brent $	116,6	119,4	59,7
Bond 10 ans	4,99	5,08	4,19
OAT 10 ans	4,98	4,80	3,60
Or Once $	4040,6	4145,2	4352,9

LES MARCHÉS DE TAUX

Après la France, les doutes se diffusent dans la zone euro….

LE MARCHÉ DES ACTIONS

Les inquiétudes sur les taux commencent à rogner les performances boursières

	23/10/2026	Variation semaine	Depuis 02/01/2026
S&P 500	7689,5	-0,7	11,8
Nasdaq	26304,5	-1,8	12,8
Euro 50	6125,8	-1,0	5,7
CAC 40	7844,5	-0,5	3,8
Nikkei	63842,9	-4,5	26,7
MSCI EM	9918,7	-3,1	13,3

FRANCE : DETTE ET AUTRES SUJETS

La dette souveraine de la France et ses déficits occultent les atouts qui pourraient, s'ils étaient sérieusement activés, soutenir ce passage délicat pour l'économie française. La proximité d'une élection majeure ne facilite pas cette prise de hauteur pourtant indispensable pour tracer la voie d'une sortie par le haut de ce délicat moment.

Car la résolution dans la durée du dérapage de nos finances publiques ne peut être réalisée sans croissance. Pour ce faire, l'exploitation de nos atouts ne peut que participer à son succès. En premier lieu, ne l'oublions, face à la crise énergétique que nous traversons, la France bénéficie d'un avantage de taille mais insuffisamment rappelé : **une électricité** très largement décarbonée et qui continuera à l'être avec les projets ambitieux en cours de progression. Plus elle se déploiera, plus elle s'affranchira des chocs récurrents qui affectent les économies. Elle pourra progressivement s'y substituer dans le transport, dans l'industrie même s'il lui faudra aussi composer avec des alternatives encore insuffisamment exploitées telles que les biomasses ou l'hydrogène. Ce choix, entamé depuis les années 1980 et qui s'affirme un peu plus aujourd'hui, sert à la fois l'ambition d'une **réindustrialisation décarbonée** mais aussi celle plus précieuse encore **d'une souveraineté** réelle. L'électrification, associée à la numérisation va participer à l'optimisation de tous nos usages. Et si nous avons pris un retard considérable en matière d'IA, nous avons en revanche **la maitrise d'infrastructures** de qualités précieuses pour en étendre l' exploitation et ainsi gagner en efficacité et en productivité. A ce titre, la France n'est pas démunie avec quelques entreprises reconnues qui déploient des réseaux tant en France qu'à l'étranger. Cet avantage réel doit être diffusé dans les secteurs clés de nos activités. Accompagnant une stratégie économique de recentrage au profit des secteurs stratégiques, cette recette peut aussi participer à résoudre la si difficile équation budgétaire. Car la solution ne pourra pas être trouvée du seul côté des finances publiques , à coups d'économies ou de nouvelles pressions fiscales.

Les premières ébauches des programmes politiques en vue des élections présidentielles se focalisent pourtant seulement sur cet aspect très politique du problème. Les propositions en matière de retour à un équilibre budgétaire foisonnent mais réduire les efforts à une simple équation c'est prendre le risque de **passer à côté du redressement de notre économie**. Cette alerte sur la dette est un moment important qui ne se résume pas à de simples pourcentages. Il doit s'inscrire dans une réflexion qui associe rigueur budgétaire et dépenses d'avenir, ambitions industrielles et réformes institutionnelles, marché du travail, éducation, formation. Oser proposer de nouvelles dépenses dans ce sens impose effectivement un certain courage politique. Cette démarche serait aussi le signe d'une vraie maturité politique en matière de prise de conscience de nos atouts et de nos faiblesses.

L'ÉVOLUTION DES CLASSES D'ACTIFS



Document à caractère publicitaire non contractuel.
BRED Banque Populaire - Société anonyme coopérative de banque populaire régie par les articles L 512-2 et suivants du code monétaire et financier et l'ensemble des textes relatifs aux banques populaires et aux établissements de crédit, au capital social de 1 893 934 238,40 euros. Siège social : 18, quai de la Rapée 75604 PARIS Cedex 12 - 552091795 RCS Paris Ident. TVA FR 09 552 091 795 - Intermédiaire en assurances immatriculé à l'ORIAS sous le numéro 07 003 608.